



KPMG Audit
9, avenue Parmentier
B.P. 42398
31086 – Toulouse cedex 02
France



14, rue Clapeyron
75008 Paris
France

Neurones S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2006
Neurones S.A.
205, avenue Georges Clémenceau - 92024 Nanterre Cedex
Ce rapport contient 40 pages
Référence : PSP - 071.063 RCC



KPMG Audit
9, avenue Parmentier
B.P. 42398
31086 – Toulouse cedex 02
France



14, rue Clapeyron
75008 Paris
France

Neurones S.A.

Siège social : 205, avenue Georges Clémenceau – 92024 Nanterre Cedex
Capital social : € 9.299.321,60

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Neurones S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Principes comptables » expose les méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires et à la valorisation des créances, ainsi que celles relatives à la trésorerie et équivalents de trésorerie. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé » de l'annexe précise que la société procède à un test de dépréciation :
 - des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéterminée chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an ;
 - des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie dès l'apparition d'un indice de perte de valeur.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé » donne une information appropriée. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

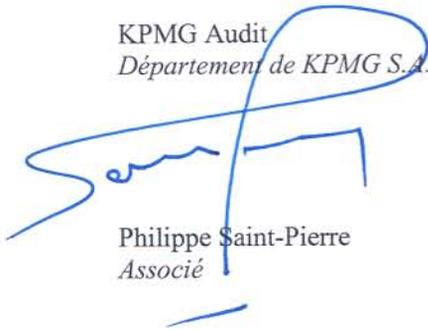


3 Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Toulouse, le 27 mars 2007

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Philippe Saint-Pierre
Associé

Paris, le 27 mars 2007

Bellot Mullenbach & Associés



Jean-Luc Loir
Associé



COMPTES CONSOLIDÉS

31 décembre 2006

CONSEIL – INTÉGRATION - INFOGÉRANCE

Immeuble « Le Clemenceau 1 » - 205, avenue Georges Clemenceau - 92024 NANTERRE Cedex
Tél. : +33 (0)1 41 37 41 37 - Fax : +33 (0)1 47 24 40 46 – e-mail : infos@neurones.fr - www.neurones.net
Société Anonyme au Capital de 9 299 321,60 € - R.C.S. NANTERRE B 331 408 336 - Code TVA FR 46331408336 - Siret 331 408 336 00021 – APE 721Z

SOMMAIRE

BILAN ACTIF	2
BILAN PASSIF	3
COMPTE DE RESULTAT	4
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	5
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
ANNEXE	
IDENTIFICATION DE LA SOCIETE	7
PRINCIPES COMPTABLES	7
PERIMETRE	14
NOTES ANNEXES AU BILAN	17
INFORMATION SECTORIELLE	27
NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT	32
INFORMATIONS DIVERSES	35

ACTIF (en milliers d'euros)	<i>Notes</i>	31/12/2006 <i>IFRS</i>	31/12/2005 <i>IFRS</i>	31/12/2004 <i>IFRS</i>
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations incorporelles	<i>Note 1 / Note 2</i>	18 883	14 045	13 645
Immobilisations corporelles	<i>Note 3</i>	2 132	1 550	1 477
Actifs financiers	<i>Note 4</i>	756	623	629
Actifs d'impôt différé	<i>Note 5</i>	1 880	470	422
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		23 651	16 688	16 173
ACTIFS COURANTS				
Stocks	<i>Note 6</i>	120	193	266
Actifs d'impôt exigibles		978	120	195
Clients et autres débiteurs	<i>Note 7</i>	45 094	33 358	29 801
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<i>Note 8</i>	48 415	50 488	46 634
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		94 607	84 159	76 896
TOTAL ACTIFS		118 258	100 847	93 069

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF				
<i>(en milliers d'euros)</i>				
	<i>Notes</i>	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
		<i>IFRS</i>	<i>IFRS</i>	<i>IFRS</i>
CAPITAUX PROPRES				
Capital		9 299	9 266	9 139
Primes		29 672	29 396	28 723
Réserves et résultat consolidés		35 070	29 962	25 083
TOTAL CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	<i>Note 9</i>	74 041	68 623	62 945
Intérêts minoritaires		2 472	2 029	1 757
CAPITAUX PROPRES		76 513	70 652	64 702
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	<i>Note 10</i>	94	63	75
Autres passifs non courants	<i>Note 11</i>	2 281		
PASSIFS COURANTS				
Provisions à court terme	<i>Note 12</i>	620	318	333
Dettes d'impôt exigibles		306	539	999
Fournisseurs et autres crédateurs	<i>Note 13</i>	37 817	28 622	26 931
Autres passifs financiers	<i>Note 14</i>	628	652	29
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		118 258	100 847	93 069

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	2006 <i>IFRS</i>	2005 <i>IFRS</i>	2004 <i>IFRS</i>
Vente de marchandises		8 124	8 912	7 853
Ventes de prestations de services		121 843	100 008	89 245
CHIFFRE D'AFFAIRES	<i>Note 15</i>	129 967	108 920	97 098
Autres produits des activités		-	-	-
Achats consommés		(7 009)	(7 779)	(6 662)
Charges de personnel	<i>Note 19</i>	(80 926)	(66 692)	(60 133)
Charges externes	<i>Note 20</i>	(28 958)	(22 389)	(18 900)
Impôts et taxes		(3 392)	(2 553)	(2 049)
Dotations aux amortissements	<i>Note 21</i>	(1 188)	(995)	(976)
Dotations aux provisions	<i>Note 21</i>	(61)	(52)	(173)
Dépréciation d'actifs	<i>Note 21</i>	(264)	(68)	-
Autres produits	<i>Note 22</i>	895	481	355
Autres charges	<i>Note 22</i>	(138)	(173)	(598)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		8 925	8 699	7 962
% CA		6,9%	8,0%	8,2%
Autres produits opérationnels	<i>Note 23</i>	50	0	79
Autres charges opérationnelles	<i>Note 23</i>	-	-	-
RESULTAT OPERATIONNEL	<i>Note 16</i>	8 975	8 699	8 041
% CA		6,9%	8,0%	8,3%
Produits financiers		1 511	1 099	946
Charges financières		(353)	(165)	(151)
Coût de l'endettement financier net	<i>Note 24</i>	1 158	934	795
RESULTAT AVANT IMPÔT		10 133	9 633	8 836
% CA		7,8%	8,8%	9,1%
Charge d'impôt sur les résultats	<i>Notes 25 / 26</i>	(3 538)	(3 314)	(3 108)
RESULTAT DE LA PERIODE DES ACTIVITES POURSUIVIES		6 596	6 319	5 728
% CA		5,1%	5,8%	5,9%
RESULTAT DE LA PERIODE		6 596	6 319	5 728
<i>Dont</i>				
- Résultat part du groupe		6 141	5 927	5 423
- Résultat attribuable aux intérêts minoritaires		455	393	305
<i>RESULTAT (Part du groupe) par action - en euros</i>		0,26	0,26	0,24
<i>Nombre d'actions (*)</i>		23 190 809	23 043 786	22 777 402
<i>RESULTAT dilué (Part du groupe) par action - en euros</i>		0,26	0,25	0,23
<i>Nombre d'actions (*), BSPCE & Stocks Options attribuées exerçables</i>		24 057 874	23 730 117	23 984 171
<i>(*) Nombre d'actions pondéré sur la période</i>				

<i>(en milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Résultat de l'ensemble consolidé (1)	6 596	6 319	5 728
<i>Elimination des éléments non monétaires :</i>			
- Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 442	1 006	1 068
- Charges / (Produits) liés aux stocks options et assimilés	358	95	60
- Effet de l'actualisation des créances et dettes à plus d'un an	114	70	64
- Variation des impôts différés	1 088	(41)	(254)
- Moins values / (Plus-values) de cession, nettes d'impôt	-	-	(2)
- Moins values / (Plus-values) de cession sur titres consolidés, nettes d'impôt	(41)		(41)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	9 557	7 449	6 624
<i>Variation de la trésorerie sur :</i>			
- Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(4 304)	(1 505)	(364)
- Impôt société	(1 045)	(364)	1 255
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (2)	4 208	5 581	7 514
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 971)	(833)	(885)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	2	6	2
Règlement sur immobilisations financières	(211)	(34)	(161)
Règlement sur prix d'acquisition des sociétés acquises	(395)	(1 028)	(92)
Trésorerie disponible des filiales acquises au cours de l'exercice	(2 611)	111	109
Règlement sur acquisition de contrats & relations contractuelles client	-		(257)
Titres rachetés à des actionnaires minoritaires de filiales	-	(117)	(874)
Cessions de titres consolidés, nettes d'impôt	115		265
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENTS	(5 071)	(1 895)	(1 892)
Augmentation de capital - Sommes reçues lors de l'exercice de stocks options	309	1 330	244
Réduction de capital (Rachat de titres par la société)		(530)	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 390)	(1 144)	
Dividendes versés aux minoritaires	(104)	(86)	-
Remboursement d'emprunt (Locations financières)	(14)	(11)	
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	(1 199)	(441)	244
VARIATION NETTE DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(2 062)	3 244	5 866
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	<i>Note 8</i> 49 852	46 608	40 742
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	<i>Note 8</i> 47 790	49 852	46 608
(1) dont:			
- Intérêts reçus	1 511	1 099	946
- Intérêts payés	(353)	(165)	(151)
(2) dont:			
- Impôt exigible au compte de résultat	2 449	3 352	3 351
- Variation des créances et dettes d'impôt	1 045	364	(1 255)
Impôt versé sur le résultat	3 494	3 716	2 096

CAPITAUX PROPRES milliers d'euros)	(En	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve Stocks Options	Résultat de l'exercice	Total Capitaux Propres, part du groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31/12/2004		9 139	28 723	19 600	60	5 423	62 945	1 757	64 702
<i>Mouvements de l'exercice 2005</i>									
- Opérations sur capital (Exercice BSPCE & Stocks Options)		166	1 164				1 330		1 330
- Réduction de capital, par annulation de titres rachetés		(39)	(491)				(530)		(530)
- Affectation du résultat 2004				5 483	(60)	(5 423)	-		-
- Dividendes versés (0,05 euro par action)				(1 144)			(1 144)		(1 144)
- Résultat consolidé de l'exercice					95	5 927	6 022	393	6 415
- Distribution de dividendes aux minoritaires								(86)	(86)
- Variation de périmètre								(35)	(35)
Capitaux propres au 31/12/2005		9 266	29 396	23 939	95	5 927	68 623	2 029	70 652
<i>Mouvements de l'exercice 2006</i>									
- Opérations sur capital (Exercice BSPCE & Stocks Options)		33	276				309		309
- Affectation du résultat 2005				6 022	(95)	(5 927)	-		-
- Dividendes versés (0,06 euro par action)				(1 390)			(1 390)		(1 390)
- Résultat consolidé de l'exercice					358	6 141	6 499	455	6 954
- Distribution de dividendes aux minoritaires								(104)	(104)
- Variation de périmètre								92	92
Capitaux propres au 31/12/2006		9 299	29 672	28 571	358	6 141	74 041	2 472	76 513

Les intérêts minoritaires correspondent aux parts détenues par les dirigeants des filiales

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

IDENTIFICATION DE LA SOCIETE

NEURONES, Société anonyme, dont le siège social est situé 205, avenue Georges Clemenceau 92024 Nanterre – France.

NEURONES est une SSII (Société de Services et d'Ingénierie Informatique) dont l'offre concerne à la fois les infrastructures, Intégration et Infogérance, et les couches applicatives des systèmes d'information.

DIFFUSION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés 2006 présentés dans ce document ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 9 février 2007 et sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires le 14 juin 2007. Les états financiers consolidés de la société NEURONES pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le groupe ») et la quote-part dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2006. La forme et le contenu de ces états financiers complets sont conformes aux dispositions de la norme IAS 1.

Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore en vigueur pour les exercices clôturant le 31 décembre 2006, et n'ont pas encore été appliqués pour la préparation des états financiers consolidés :

- IFRS7 « Instruments financiers : informations à fournir » et l'amendement d'IAS 1 « Présentation des états financiers : informations à fournir sur le capital » imposent de fournir des informations plus étendues sur l'importance des instruments financiers sur la situation et la performance financière d'une entité, et des informations qualitatives et quantitatives sur l'étendue des risques. IFRS7 et IAS1 amendé, dont l'obligation sera obligatoire dans les états financiers 2007 du groupe, conduiront à des informations additionnelles plus approfondies sur les instruments financiers et le capital du groupe.
- IFRIC7 « Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS29, Information financière dans les économies hyper inflationnistes » porte sur l'application d'IAS29 lorsqu'une économie devient hyper inflationniste pour la première fois et en particulier sur la comptabilisation des impôts différés. IFRIC7, dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2007 du groupe, ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers consolidés.
- IFRIC8 « Champ d'application d'IFRS2, Paiements fondés sur des actions » porte sur la comptabilisation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, pour lesquelles tout ou partie des biens ou services reçus ne sont pas spécifiquement identifiés. IFRIC8 sera d'application obligatoire dans les états financiers 2007 du groupe, de façon rétrospective. Le groupe n'a pas encore déterminé l'impact potentiel de cette interprétation.
- IFRIC9 « Réexamen des dérivés incorporés » impose à une entité de réexaminer si un dérivé incorporé devrait être séparé du contrat hôte sous-jacent en cas uniquement de modifications du contrat. IFRIC9, dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2007 du groupe, ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers consolidés.
- IFRIC10 « Information financière et pertes de valeur » interdit de reprendre une perte de valeur comptabilisée au cours d'une période intermédiaire antérieure au titre d'un goodwill, d'un placement dans un instrument de capitaux propres ou d'un actif financier évalué au coût. IFRIC10 sera d'application obligatoire dans les états financiers 2007 du groupe, et s'appliquera aux goodwill, aux placements dans un instrument de capitaux propres ou aux actifs financiers évalués au coût prospectivement à compter de la date à laquelle le groupe a appliqué pour la première fois les critères d'évaluation d'IAS36 et d'IAS39 (i.e. 1^{er} janvier 2004). L'application d'IFRIC10 ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers consolidés.

PRINCIPES COMPTABLES

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2004.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du groupe.

Base de préparation des comptes consolidés

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euro le plus proche.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des placements de trésorerie à court terme et des paiements fondés sur des actions, évalués à la juste valeur.

Recours à des estimations

L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent l'application des méthodes comptables et les montants figurant dans ces états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement par d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

NEURONES n'anticipe pas à la clôture de modifications dans les hypothèses clés retenues ou de sources d'incertitude qui présenteraient un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants d'actif et/ou de passif au cours de la période suivante.

Les principaux postes sur lesquels des estimations sont réalisées sont les dépréciations d'actifs, les engagements de retraite, la valorisation des paiements fondés sur des actions, et les provisions. Les hypothèses retenues sont précisées dans les notes de l'annexe correspondantes.

Méthodes de consolidation*Filiales*

Une filiale est une entité contrôlée par la société. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus ligne à ligne dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisé par les entreprises, selon la méthode de mise en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin. Si la quote-part du groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans celle-ci, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et le groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le groupe ait une obligation légale ou implicite de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

Coentreprises

Les coentreprises sont les entités exerçant sur les activités desquelles le groupe exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans les actifs, passifs, produits et charges regroupés, ligne à ligne (intégration proportionnelle), avec les éléments similaires de ses états financiers, à compter de la date à laquelle le contrôle conjoint est obtenu et jusqu'à la date à laquelle il prend fin.

Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes bilanciaux, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêts du groupe dans l'entité.

Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les produits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Au 31 décembre 2006, toutes les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont des filiales. Les principes comptables des filiales sont modifiés afin d'assurer une homogénéité avec les méthodes comptables du groupe.

La liste des entreprises consolidées figure dans la note « Périmètre de Consolidation ».

Immobilisations incorporelles

Regroupements d'entreprise et écart d'acquisition

Lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, ses actifs, ses passifs et ses passifs éventuels identifiables sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur et valorisés selon les principes comptables du groupe.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis constitue l'écart d'acquisition.

Le groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 selon les dispositions de la norme IFRS3 : Les écarts d'acquisition antérieurs au 1^{er} janvier 2004 sont maintenus à leur coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent.

Les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Ils sont affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie, ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment en cas d'indices de pertes de valeur (Cf. paragraphe « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé »).

L'écart d'acquisition négatif est comptabilisé immédiatement en résultat.

Contrats et relations contractuelles clients

Les contrats et relations contractuelles clients sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ils résultent, pour la plupart, de rachats d'activité et correspondent à un volume de chiffre d'affaires et de marge généré par des contrats. Ils sont amortis sur la durée d'utilité des contrats correspondant.

Dans le cas de contrats liés à des contrats de régie renouvelables périodiquement, la durée d'utilité est indéterminée. La période pendant laquelle les contrats généreront des entrées de trésorerie nette au profit du groupe est ainsi sans limite prévisible. Dans ce cas, les contrats ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur (Cf. paragraphe « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé »).

Autres immobilisations incorporelles

- Le groupe n'a pas identifié de frais de développement significatifs répondant à la définition de l'IAS38.57.
- Les autres immobilisations incorporelles, notamment les logiciels acquis pour usage interne, sont amorties sur leur durée d'utilisation, comprise généralement entre un et trois ans, dès que le bien est prêt à être mis en service.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles sont inscrits en résultat opérationnel sur la ligne « Dotations aux amortissements ».

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées.

Le groupe n'a pas opté pour la méthode de réévaluation de ses actifs.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations, conformément à la norme IAS 23.

Elles sont amorties sur leur durée d'utilité et selon les méthodes suivantes, dès que le bien est prêt à être mis en service :

Agencements et installations	Linéaire 5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire 2 à 4 ans
Matériel informatique	Dégressif et linéaire 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire 5 à 10 ans

Cas du crédit-bail et des locations financières longue durée

Les immobilisations acquises sous forme de crédit-bail ou de location financière longue durée sont retraitées. L'actif est inscrit au bilan au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location et de la juste valeur du bien. L'actif est amorti sur sa durée d'utilité pour le groupe ou la durée du contrat si celle-ci est inférieure. La dette financière correspondante est inscrite au passif et amortie sur la durée du contrat. Au niveau du compte de résultat, la charge de crédit-bail ou de location est neutralisée et remplacée par une charge de dotation aux amortissements et une charge financière.

Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé*Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou immobilisations incorporelles en cours*

La méthode de suivi mise en place pour la réalisation des tests de dépréciation des actifs incorporels est la méthode des DCF (Flux de trésorerie actualisés). Cette méthode est mise en oeuvre chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an. Pour effectuer ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Le découpage en UGT est réalisé au niveau des entités juridiques. Chaque filiale correspond à une UGT.

La valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, qui correspond au maximum de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité, déterminée par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite sur la ligne « Dépréciations d'actifs » en résultat opérationnel. Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles même si la valeur d'utilité de l'actif se rétablit dans les années futures.

Immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie

La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Pour effectuer ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT constituent des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Le découpage en UGT est réalisé au niveau des entités juridiques. Chaque filiale correspond à une UGT.

La valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, et correspond au maximum de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité, déterminée par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque la valeur comptable est inférieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel, sur la ligne « Dépréciation d'actifs ».

Principaux critères retenus pour l'application de la méthode d'évaluation selon les DCF

- Le taux d'actualisation retenu est de 10,4% après impôt, compte tenu du taux sans risque, de la prime de risque et du β .
- La durée de la période explicite est de 5 ans. Les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires, de taux de résultat opérationnel, de taux de croissance du besoin en fonds de roulement, d'investissements, retenues sont spécifiques à chaque société (Groupe AS International, Groupe Victoria, Codilog-knowledge, notamment), prenant en compte leur taille, leur secteur d'activité propre.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif que les écarts d'acquisition est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Actifs financiers*Titres non consolidés*

Conformément à la norme IAS39, les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Si cette valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres non cotés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. En cas d'indication

objective d'une dépréciation de l'actif financier, une dépréciation est constatée par le résultat. La reprise de cette dépréciation par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

Autres actifs financiers

Les actifs financiers dont l'échéance est supérieure à 1 an et ne portant pas intérêts sont actualisés, conformément à la norme IAS39.

L'écart lié à l'actualisation à l'origine est constaté en résultat opérationnel. La reprise liée à l'actualisation chaque année suivante est inscrite en produit financier.

Le taux d'actualisation retenu est de 5%.

Le groupe ne détient aucun instrument dérivé parmi ses actifs financiers et ne réalise aucune opération de couverture.

Impôts différés

Conformément à la norme IAS12, les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan pour tenir compte du décalage temporel entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs, à l'exception des éléments suivants :

- Ecart d'acquisition,
- Différences temporelles liées à des participations dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

En application de la méthode du report variable, les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les déficits reportables sont activés lorsqu'il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Un impôt différé est comptabilisé au titre des actifs et passifs liés aux contrats de location-financement.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût, selon la méthode du prix moyen pondéré, et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Une dépréciation est constatée au cas par cas lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

Créances

Les créances sont comptabilisées au coût diminué des dépréciations constatées. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable de la créance excède la valeur recouvrable, c'est-à-dire la valeur des flux de trésorerie futurs estimés.

Il n'existe pas de conditions de paiement excédant un an.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur (par résultat).

Conformément à la norme IAS7, la ligne Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

La juste valeur correspond à la valeur liquidative de l'actif ou du passif de trésorerie à la date de clôture.

Les écarts de juste valeur sont comptabilisés en résultat de la période sous la rubrique « Produits financiers ».

Actions propres

Les actions propres sont affectées en diminution des réserves consolidées pour le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables.

En cas de cession ultérieure des titres, le résultat ainsi que les effets d'impôts correspondant seront enregistrés en variation des capitaux propres consolidés.

Paiements fondés sur des actions

Les plans attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis au 31 décembre 2006 font l'objet d'une évaluation selon la norme IFRS2. Le modèle d'évaluation des options retenu est celui de Black

& Scholes. L'évaluation à la juste valeur du service rendu à la date d'attribution, est constatée, prorata temporis sur l'ensemble de la période d'acquisition des droits, en charge par contrepartie des capitaux propres.

Les principaux critères retenus pour l'évaluation de la juste valeur des options pour les plans attribués postérieurement au 7 novembre 2002 sont les suivants :

	Plans n° 4 & 5	Plan n° 6	Plan n° A
Durée de vie	4 ans	4 ans	3 ans
Volatilité	35%	35%	35%
Taux sans risque	4,50%	4,50%	4,50%
Taux de versement de dividendes	0%	1%	1%

Avantage au personnel

Régime à prestations définies : Provision pour indemnités de départ en retraite

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode des unités de crédit projetés, qui prend en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation des salaires et d'actualisation.

Les principaux paramètres utilisés correspondent aux moyennes déterminées par référence à l'historique des derniers exercices.

Ces principaux paramètres s'établissent comme suit :

Age de la retraite	60 ans
Taux de turnover	15%
Taux d'actualisation	5%
Taux de progression des salaires	5%
Table de mortalité	INSEE 99

Les gains et pertes actuariels générés par les changements d'hypothèses sont comptabilisés directement en résultat.

Les cotisations dues à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charge lorsqu'elles sont encourues.

Autres engagements sociaux

Médailles du travail

Les conventions collectives en vigueur au niveau des sociétés du groupe NEURONES ne prévoient pas de dispositions particulières relatives aux médailles du travail. Il n'a pas été non plus conclu d'accord spécifique relatif à ce point dans les différentes filiales du groupe.

Provisions

Conformément à la norme IAS37, une provision est comptabilisée lorsque le groupe constate une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions à long terme sont actualisées lorsque l'effet est significatif.

Passifs financiers

Le groupe ne détient aucun instrument dérivé parmi ses passifs financiers et ne réalise aucune opération de couverture. Le groupe ne détient pas de passifs évalués en juste valeur par contrepartie en résultat.

Les autres passifs financiers correspondent essentiellement à des découverts bancaires et des dépôts reçus.

Autres passifs non courants

Dans le cadre de la reprise du groupe VICTORIA, le groupe a négocié des moratoires concernant le paiement des dettes fiscales et sociales

Ces passifs, qui ne portent pas intérêts, ont fait l'objet d'une évaluation actualisée au taux de 5%.

Fournisseurs et autres créiteurs

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évalués à leur juste valeur, lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Il n'existe pas de conditions de paiement excédant un an.

Reconnaissance du chiffre d'affaires « prestations de services »

Le chiffre d'affaires réalisé sous forme de prestations de services est constaté à l'avancement conformément aux normes IAS11 et IAS18.

L'avancement est calculé sur la base des coûts engagés rapportés au total des coûts prévisionnels réactualisés.

Projets au forfait

Le chiffre d'affaires réalisé sur les projets au forfait est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode de l'avancement. Selon cette méthode, le chiffre d'affaires est reconnu dans la période au cours de laquelle le service est rendu. L'écart entre la facturation et le chiffre d'affaires calculé à l'avancement est constaté en factures à établir ou en produits constatés d'avance, selon le cas. Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une perte à terminaison à hauteur de la différence est comptabilisée.

Contrats annuels ou pluriannuels

Le chiffre d'affaires de contrats annuels ou pluriannuels est comptabilisé à l'avancement, ce qui correspond à un traitement prorata temporis.

Prestations vendues sous forme de chèques à consommer

Certaines sociétés du groupe vendent par avance des chèques de prestations, représentatifs de journées d'intervention d'ingénieurs, de développeurs, de techniciens ou de formation.

Le chiffre d'affaires réalisé sous forme de ventes de chèques à consommer est comptabilisé au fur et à mesure des prestations effectuées, et donc de la consommation des chèques.

Les chèques non consommés sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Contrats d'infogérance à long terme pluriannuels

Les contrats d'infogérance à long terme comprennent le plus souvent deux types principaux de prestations :

- l'ingénierie initiale, constituée par un projet autonome préalable au démarrage du contrat en exploitation courante. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement.
- l'exploitation courante. Les modalités de facturation consistent le plus généralement en une facturation d'une redevance d'un montant fixe et identique chaque mois de l'année. Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement, en phase avec la production des prestations.

Modalités de calcul du résultat dilué par action

Le nombre d'actions pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action est composé :

- du nombre moyen pondéré d'actions sur l'exercice,
- augmenté du nombre moyen pondéré d'options de souscription d'actions attribuées et non exercées dilutives,
- augmenté du nombre moyen pondéré d'actions gratuites attribuées.

Le calcul du résultat par action a été déterminé par application de la norme IAS33.

Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de services (secteur d'activité), soit dans la fourniture de services dans un environnement (secteur géographique) et qui est exposé à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

En application de la norme IAS14, le premier niveau retenu d'information sectorielle est le secteur d'activité correspondant aux différents métiers exercés par le groupe (« Infrastructures » et « Applications »). A ce jour, le second niveau d'information sectorielle par secteur géographique n'est pas pertinent, dans la mesure où le groupe réalise la quasi-totalité de son activité en France.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION
Liste des entreprises consolidées

Entreprises consolidées par intégration globale	Siège social	N° SIREN	31/12/2006			31/12/2005		
			% Intérêt	% Contrôle	Méthode Intégration	% Intérêt	% Contrôle	Méthode Intégration
<i>Mère</i>								
NEURONES S.A.	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	331 408 336	-	-	-	-	-	C
<i>Filiales</i>								
Neurones IT SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	428 210 140	95%	95%	C	95%	95%	C
Skills Consulting SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	428 209 308	100%	100%	C	100%	100%	C
Help-Line SAS	171, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	398 300 061	93%	93%	C	93%	93%	C
BrainSoft SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	410 219 943	90%	90%	C	90%	90%	C
Edugroupe SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	415 149 830	100%	100%	C	100%	100%	C
INTRINsec SARL	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	402 336 085	82%	82%	C	85%	85%	C
Codilog-Knowledge SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	432 673 838	72%	72%	C	72%	72%	C
AS International Group	83, rue du Fbg St Honore – 75008 PARIS	421 255 829	100%	100%	C	100%	100%	C
AS International SAS	83, rue du Fbg St Honore – 75008 PARIS	349 528 356	100%	100%	C	100%	100%	C
AS Telecom & Réseaux	83, rue du Fbg St Honore – 75008 PARIS	400 332 524	100%	100%	C	100%	100%	C
AS Technologie SARL	83, rue du Fbg St Honore – 75008 PARIS	417 586 609	100%	100%	C	100%	100%	C
Inexware Services SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	443 739 693	100%	100%	C	100%	100%	C
Axones SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	450 758 040	100%	100%	C	100%	100%	C
IMS SAS	171, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	439 832 353	93%	100%	C	93%	100%	C
Ged Systèmes SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	389 607 730	90%	90%	C	90%	90%	C
Ged Systèmes Ile de France (*)	3, rue de turbigio 75001 PARIS	432 103 075	-	-	C	90%	100%	C
Viaaduc	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	432 104 503	90%	100%	C	90%	100%	C
Victoria SA (**)	171, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	403 609 092	100%	100%	C	-	-	-
Victoria Consulting SA	171, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	381 983 568	100%	100%	C	-	-	-
HPS Technologies SAS	14, route de St Cyr 78440 DROCOURT	451 310 502	66%	66%	C	-	-	-

C = Consolidation

(*) GED système Ile de France a été absorbée par GED Systèmes, au 1^{er} janvier 2006, par voie de TUP.

(**) Les sociétés Victoria IT Services et AXANT, parties intégrantes au groupe Victoria lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} juin 2006, ont été absorbées respectivement par Victoria Consulting (fusion au 29/12/2006 avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2006) et Victoria SA (TUP au 03/07/2006, avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} avril 2006).

Variations de périmètre*Acquisition Groupe VICTORIA*

Au cours de l'année 2006, NEURONES a pris le contrôle à hauteur de 100% du sous groupe Victoria, dont l'activité est le help-desk (support utilisateur), ainsi que l'intégration de progiciels de help-desk et de gestion de parcs informatiques.

Acquisition HPS Technologies

Au cours de l'année 2006, NEURONES a pris le contrôle à hauteur de 66% de HPS Technologies, dont l'activité est l'assistance technique en infrastructures informatiques.

Eléments concernant les transactions et la contribution des acquisitions aux comptes consolidés du groupe :

- Victoria : Prix payé en numéraire, sans complément de prix futur. Juste valeur des capitaux propres à la date d'acquisition : (4.525) milliers d'euros.
- HPS Technologies : Prix payé en numéraire, avec complément de prix futur, conditionné à une performance de résultat net sur les années 2006 et 2007. Juste valeur des capitaux propres à la date d'acquisition : 57 milliers d'euros

Aux dates respectives d'entrée dans le périmètre, les principaux agrégats des acquisitions s'établissent ainsi :

	Montants <i>(en milliers d'euros)</i>
Actifs non courants	
Immobilisations incorporelles	24
Immobilisations corporelles	77
Actifs financiers	38
Actifs d'impôts différés	2.498
Actifs courants	
Actifs d'impôts exigibles	63
Clients et autres débiteurs	4.083
Trésorerie et équivalent de trésorerie	683
Total Actif	7.466
Capitaux propres retraités en juste valeur	(4.468)
Passif non courant	
Provisions à long terme	5
Passif d'impôt différé	-
Passifs financiers	2.508
Passif courant	
Provisions à court terme	338
Dette d'impôts	17
Fournisseurs et autres créditeurs	5.772
Autres passifs financiers	3.294
Total Passif	7.466

- Principaux éléments contributifs sur la période de consolidation au titre de l'année 2006:

Eléments du compte de résultat	Montants <i>(en milliers d'euros)</i>
Chiffre d'affaires	6.288
Résultat opérationnel	690
Résultat net (*)	2.220

(*) Abandon de créance à caractère financier consenti par NEURONES SA à Victoria SA pour 2.750 milliers d'euros.

- L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels est définitive, sous réserve d'éléments non connus et non identifiés à ce jour.

Les autres variations de périmètre concernent des ventes de titres de filiales à des salariés de ces sociétés et s'établissent ainsi :

- La vente de 0,28% des titres de Help-Line en mai 2006, à un dirigeant de la société,
- La vente de 2,93% des titres de Intrinsic en avril 2006, à des salariés de la société.

NOTES ANNEXES AU BILAN

Note 1 – Immobilisations incorporelles

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04 <i>IFRS</i>	Var. Périmètre	↗	↘	31/12/05 <i>IFRS</i>
Ecart d'acquisition (détail note 2)	13.025		547		13.572
Brevets, licences	803	22	53	64	814
Contrats et relations contractuelles	499				499
	-				-
Total Brut	14.327	22	600	64	14.885
Amortissements	(613)	(20)	(131)	(61)	(703)
Dépréciations	(69)		(68)		(137)
Total Net	13.645	2	401	3	14.045

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/05 <i>IFRS</i>	Var. Périmètre	↗	↘	31/12/06 <i>IFRS</i>
Ecart d'acquisition (détail note 2)	13.572		4.922	1	18.493
Brevets, licences	814	24	349	15	1.172
Contrats et relations contractuelles	499				499
	-				-
Total Brut	14.885	24	5.271	16	20.164
Amortissements	(703)		(198)	(21)	(880)
Dépréciations	(137)		(264)		(401)
Total Net	14.045	24	4.809	(5)	18.883

Les acquisitions correspondent pour l'essentiel à des logiciels informatiques à usage interne, concernant aussi bien l'usage administratif interne que l'usage de production sur des contrats d'infogérance.

Les contrats et relations contractuelles inscrits à l'actif sont liés à des contrats de régie, d'une durée d'utilité indéterminée (Cf. note sur les principes comptables). Sur la période, une dépréciation globale de 264 milliers d'euros a été enregistrée au titre de la perte de valeur de certains « contrats et relations contractuelles », liée à une quote-part de contrats non renouvelés.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles données en nantissement.

Note 2 – Ecart d'acquisition

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04 <i>IFRS</i>	↗	↘	31/12/05 <i>IFRS</i>
<i>Entreprises concernées</i>				
BrainSoft	80	9		89
AS International Group	8.874			8.874
Help-Line	545			545
Codilog-Knowledge		20		20
Codilog (<i>Fusionnée dans Codilog-Knowledge</i>)	2.159			2.159
IMS	22	8		30
Inexware Services	1.345			1.345
Ged Systèmes		510		510
Total Net	13.025	547		13.572

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/05 <i>IFRS</i>	↗	↘	31/12/06 <i>IFRS</i>
<i>Entreprises concernées</i>				
BrainSoft	89			89
AS International Group	8.874			8.874
Help-Line	545		1	544
Codilog-Knowledge	20			20
Codilog (<i>Fusionnée dans Codilog-Knowledge</i>)	2.159			2.159
IMS	30			30
Inexware Services	1.345			1.345
Ged Systèmes	510			510
Victoria SA		4.635		4.635
HPS Technologies		287		287
Total Net	13.572	4.922	1	18.493

Engagements hors bilan

Le contrat d'acquisition de la société HPS Technologies prévoit le versement d'un complément de prix d'un maximum de 100 milliers d'euros, conditionné à l'atteinte d'un niveau de résultat net pour les années 2006 et 2007. Au 31 décembre 2006, aucun complément de prix n'a été intégré dans l'estimation de l'écart d'acquisition, eu égard à la probabilité de versement.

Note 3 - Immobilisations corporelles

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04 <i>IFRS</i>	Var. Périmètre	↗	Reclass.	↘	31/12/05 <i>IFRS</i>
Agencements et installations	1.528	190	95			1.813
Matériel de transport	461		79		32	508
Matériel informatique & bureau	3.082	175	485		90	3.652
Agencements en crédit-bail	77					77
Matériel informatique en crédit-bail	89	83				172
Immobilisations en cours	-		120			120
Total Brut	5.237	448	779	-	122	6.342
Amortissements	(3.760)	(289)	(862)	-	(119)	(4.792)
Total Net	1.477	159	(83)	-	3	1.550

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/05 <i>IFRS</i>	Var. Périmètre	↗	Reclass.	↘	31/12/06 <i>IFRS</i>
Agencements et installations	1.813	-	396		97	2.112
Matériel de transport	508	2	114		33	591
Matériel informatique & bureau	3.652	75	909		200	4.436
Agencements en crédit-bail	77					77
Matériel informatique en crédit-bail	172				113	59
Immobilisations en cours	120		202		120	202
Total Brut	6.342	77	1.621	-	563	7.477
Amortissements	(4.792)		(990)	-	(437)	(5.345)
Total Net	1.550	77	631	-	126	2.132

Les investissements de l'année correspondent essentiellement à des agencements destinés à l'aménagement de nouveaux locaux, à des matériels informatiques, à usage interne, ou utilisés dans le cadre de production de contrats d'infogérance, ainsi qu'à des véhicules de service.

Aucune immobilisation corporelle n'est donnée en garantie.

Note 4 – Actifs financiers

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04 IFRS	Var. Périmètre	↗	↘	31/12/05 IFRS
Titres non consolidés	33				33
Prêts	288		17	6	299
Autres immobilisations financières	323	29	17	63	306
Total Brut	644	29	34	69	638
Dépréciations	(15)				(15)
Total Net	629	29	34	69	623

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/05 IFRS	Var. Périmètre	↗	↘	31/12/06 IFRS
Titres non consolidés	33			5	28
Prêts	299		76	5	370
Autres immobilisations financières	306	38	100	71	373
Total Brut	638	38	176	81	771
Dépréciations	(15)				(15)
Total Net	623	38	176	81	756

Les autres immobilisations financières correspondent pour l'essentiel aux dépôts versés sous forme de prêt dans le cadre de la contribution 1% logement, ainsi qu'aux dépôts de garantie (loyers).

L'actualisation des prêts (contribution 1% logement), et notamment la date d'échéance de remboursement, a été calculée par référence à la date de remboursement prévue au contrat (délai de 20 ans).

L'actualisation des dépôts de garantie (portant pour l'essentiel sur les dépôts de garantie versés au titre des locaux loués), et notamment la date d'échéance de remboursement, a été calculée par référence à la date de fin de bail (durée de 9 années).

Note 5 – Actifs d'impôt différé

Les impôts différés actif figurant au bilan portent sur les éléments suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Participation des salariés	210	177	192
Autres différences temporelles	108	108	83
Provision pour indemnités de départ en retraite	31	21	25
Elimination des marges internes – Cession d'immobilisations	-	3	5
Actualisation des créances à plus d'un an	184	138	117
Dépréciation des contrats et relations contractuelles	32	23	-
Déficits fiscaux indéfiniment reportables	1.404	-	-
Actualisation des dettes fiscales et sociales à plus d'un an	(89)		
Actifs d'impôt différé	1.880	470	422

Note 6 - Stocks

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04	↗	↘	31/12/05
Marchandises	407		66	341
Total Brut	407		66	341
Dépréciation	(141)	(7)	-	(148)
Total Net	266	(7)	66	193

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/05	↗	↘	31/12/06
Marchandises	341	-	100	241
Total Brut	341	-	100	241
Dépréciation	(148)	-	(27)	(121)
Total Net	193		73	120

Aucune mise au rebut n'a été effectuée sur l'exercice.
Aucun stock n'est donné en nantissement.

Note 7 - Clients et autres débiteurs

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Créances clients	37.288	28.588	25.565
Factures à établir	2.590	2.155	1.539
Fournisseurs – avoirs à recevoir	54	40	72
TVA	4.167	2.311	1.959
Autres comptes débiteurs	200	201	160
Charges constatées d'avance	1.159	509	810
Total Brut	45.458	33.804	30.105
Dépréciation	(364)	(446)	(304)
Total Net	45.094	33.358	29.801

L'échéance de ces postes est inférieure à un an, à l'exception de certains financements accordés à quelques clients dans le cadre de contrats d'infogérance. Le montant reconnu de la créance au bilan étant productif d'intérêts, aucune actualisation n'a été opérée.

Note 8 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Billets de trésorerie	7.925	12.414	12.430
Dépôt à terme	7.271	4.649	4.521
Sicav de trésorerie	21.793	23.585	20.697
Disponibilités	11.388	9.787	8.934
Intérêts courus sur billets de trésorerie	38	53	52
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	48.415	50.488	46.634
Découverts bancaires	(332)	(636)	(26)
Dette factor (*)	(293)	-	-
Total trésorerie nette	47.790	49.852	46.608

(*) Ce montant correspond aux créances cédées et financées par le factor auprès de l'entreprise, et non encore recouvrées. Le financement accordé par le factor n'est définitivement acquis à l'entreprise qu'au moment de l'encaissement effectif des créances.

Note complémentaire relative aux billets de trésorerie :

Type	Montant <i>(en milliers d'euros)</i>	Echéance	Taux
Euro Commercial Paper	7.925	02/03/2007	3,72%

Note 9 - Capitaux propres*Note 9.1 - Capital*

Au 31 décembre 2006, le capital social est composé de 23.248.304 actions, de même catégorie, entièrement libérées, d'une valeur nominale de 0,4 euro et s'élève à 9.299.321,60 euros.

Un droit de vote double est accordé à tout propriétaire d'actions justifiant d'une inscription en nominatif pur depuis au moins quatre années.

Au cours de l'année 2006, 83.384 options de souscription ont été exercées donnant lieu à la création de 83.384 actions nouvelles.

- 11.910 actions ont été exercées au cours de 3,20 euros, dont 0,40 euros de valeur nominale et 2,80 euros de prime d'émission.
- 71.474 actions ont été exercées au cours de 3,80 euros, dont 0,40 euros de valeur nominale et 3,40 euros de prime d'émission

L'augmentation de capital en résultant s'est traduite par une augmentation du capital social de 33.353,60 euros et une augmentation de la prime d'émission de 276.359,60 euros.

La variation du nombre d'actions en circulation au cours de l'année 2006 s'établit comme suit :

Nombre d'actions en circulation au 01/01/2006	Augmentation (Exercice de Stocks Options)	Diminution	Nombre d'actions en circulation au 31/12/2006
23.164.920	83.384	-	23.248.304

La société est cotée à Paris depuis mai 2000.

*Note 9.2 – Paiements fondés sur des actions**Plans d'options de souscription d'actions*

- L'assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 1999 a attribué 476.385 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et a autorisé l'attribution d'un maximum de 964.875 options de souscription d'actions (représentant 5% du capital). Cette autorisation a été définitivement soldée au cours de l'année 2003, 964.123 options ayant été attribuées au total entre le 29/11/1999 et le 23/01/2003. Le reliquat de 752 options non attribuées, a été annulé par l'assemblée générale du 25 juin 2003.
- L'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 2003 a autorisé le conseil d'administration à attribuer un nouveau plan d'options de souscription d'action d'un maximum de 250.000 options (représentant 1,1% du capital). Cette autorisation est valable pour une durée de trente-huit mois. Le conseil d'administration du 15 octobre 2004 a entièrement soldé ce plan en attribuant 250.000 options de souscription au prix de 4,2 euros.
- L'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration à attribuer un nouveau plan d'options de souscription d'action d'un maximum de 100.000 options (représentant 0,4% du capital). Cette autorisation est valable pour une durée de trente-huit mois. Le conseil d'administration du 15 octobre 2004 a attribué 7.000 options de souscription sur ce plan au prix de 4,2 euros. Le conseil d'administration du 28 juin 2006 a entièrement soldé ce plan en attribuant les 93.000 options restantes au prix de 5,1 euros.

Plan d'attribution d'actions gratuites

- L'assemblée générale du 24 juin 2005 a autorisé le conseil d'administration à attribuer un plan de 230.000 actions gratuites (représentant 1% du capital). Cette délégation est valable pour une durée de trente huit mois. Le conseil d'administration du 28 juin 2006 a entièrement soldé ce plan en attribuant les 230.000 actions gratuites.

Les différents plans d'options de souscription d'actions attribués par le conseil d'administration présentent les caractéristiques suivantes :

Règlement des plans de stocks options

	Plan stock options n° 1	Plan stock options n° 2	Plan stock options n° 3	Plan stock options n° 4	Plan stock options n° 5	Plan stock options n° 6
Date de l'assemblée générale	29/11/99	29/11/99	29/11/99	29/11/99	25/06/03 & 25/06/04	25/06/04
Date du conseil d'administration	29/11/99	27/07/00	11/07/01	23/01/03	15/10/04	28/06/06
Date échéance des plans	29/11/04	27/07/05	11/07/06	01/03/07	15/10/08	01/07/10
Date d'expiration des plans	28/11/14	26/07/10	11/07/11	28/02/11	14/10/12	30/06/14
Nombre de bénéficiaires	19	171	238	60	60	39
<i>dont dirigeants</i>	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options consenties	165.550	304.363	320.210	174.000	257.000	93.000
Nombre d'options caduques cumulées au 31/12/2005	(72.650)	(191.956)	(116.226)	(52.000)	(30.500)	-
Nombre d'actions déjà souscrites au 31/12/2005	(71.460)	-	-	-	-	-
Nombre d'options en circulation au 01/01/2006	21.440	112.407	203.984	122.000	226.500	N/A
Nombre d'options devenues caduques au cours de l'exercice	-	(13.812)	(12.570)	(2.000)	(26.500)	(4.000)
Nombre d'actions souscrites au cours de la période	(11.910)	Aucune	(71.474)	Aucune	Aucune	Aucune
<i>Dont dirigeants</i>	-	-	-	-	-	-
Prix de souscription	3,2 euros	7,5 euros	3,8 euros	3,2 euros	4,2 euros	5,1 euros
Nombre d'options en circulation au 31/12/2006	9.530	98.595	119.940	120.000	200.000	89.000
Dilution potentielle (caduques déduites) - % capital actuel au 31/12/2006	0,04%	0,42%	0,52%	0,52%	0,86%	0,38%
Dilution potentielle						2.74%

Règlement des plans d'actions gratuites

	Plan actions gratuites n° A
Date de l'assemblée générale	24/06/05
Date du conseil d'administration	28/06/06
Terme de la période d'acquisition	01/07/09
Terme de la période de conservation	01/07/11
Nombre de bénéficiaires	22
<i>dont dirigeants</i>	1
Nombre d'actions gratuites attribuées	230.000
Nombre d'actions caduques cumulées au 31/12/2005	N/A
Nombre d'actions attribuées sous période d'acquisition au 01/01/2006	N/A
Nombre d'actions attribuées devenues caduques, pendant la période d'acquisition, au cours de l'exercice	N/A
Nombre d'actions attribuées sous période d'acquisition au 31/12/2006	230.000
Dilution potentielle (caduques déduites) - % capital actuel au 31/12/2006	0,99%
Dilution potentielle	0,99%

Le prix de souscription des actions par les bénéficiaires est déterminé le jour où les options sont consenties par le conseil d'administration et ne peut être inférieur à 80% de la moyenne des cours constatés lors des 20 séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties.

Par ailleurs, aucune condition de performance n'a été fixée pour les plans attribués et décrits ci-dessus.

Juste valeur des plans d'options de souscription d'actions postérieurs au 7 novembre 2002

Par application du modèle de Black & Scholes, la juste valeur unitaire des options s'établit ainsi :

Plan	Prix d'exercice	Juste valeur
Janvier 2003 (plan n°4)	3,20 euros	1,093 euros
Octobre 2004 (plan n°5)	4,20 euros	1,434 euros
Juin 2006 (plan n°6) – Stocks Options	5,10 euros	1,597 euros
Juin 2006 (plan n°A) – Actions gratuites	-	6,49 euros

Le montant des charges relatives aux plans d'options de souscription est présenté en note 19.

Note 9.3 – Résultat par action

	2006	2005	2004
Moyenne des titres émis	23.190.809	23.043.786	22.777.402
Moyenne des titres auto détenus	-	-	-
Moyenne des nouveaux titres créés (augmentation de capital, ...)	-	-	-
Moyenne pondérée de titres	23.190.809	23.043.786	22.777.402
Résultat retenu (en milliers d'euros)	6.141	5.927	5.423
Instruments dilutifs	867.065	686.331	1.206.769
Résultat dilué par action (en euros)	0,26	0,25	0,23

Note 10 - Provisions à long terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/04	Var. Périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	31/12/05
Prov. indemnités de départ en retraite	75	9	10	-	31	63
Total	75	9	10	-	31	63
<i>Impact (net des charges encourues)</i>						
Résultat opérationnel			10		31	
Coût endettement financier net			-		-	
<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/05	Var. Périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	31/12/06
Prov. indemnités de départ en retraite	63	5	29	3	-	94
Total	63	5	29	3	-	94
<i>Impact (net des charges encourues)</i>						
Résultat opérationnel			29		-	
Coût endettement financier net			-		-	

Note 11 – Autres passifs non courants

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Moratoires sociaux et fiscaux (Principal et pénalités)	2.281	-	-
Autres passifs non courants	2.281	-	-

Dans le cadre de la reprise du groupe VICTORIA, des étalements concernant le paiement de dettes fiscales et sociales ont été obtenus auprès des différents organismes.

Ces passifs ont fait l'objet d'une évaluation actualisée au taux de 5%.

Au 31 décembre 2006, l'échéance de ces passifs s'établit ainsi :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Total	A moins d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans
Moratoires	2.281	-	576	549	1.156

Note 12 - Provisions à court terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/04	Var. Périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	31/12/05
Provisions	333	24	151	55	135	318
Total	333	24	151	55	135	318
<i>Impact (net des charges encourues)</i>						
Résultat opérationnel			151		135	
Coût endettement financier net			-		-	
<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/05	Var. Périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	31/12/06
Provisions	318	338	252	188	100	620
Total	318	338	252	188	100	620
<i>Impact (net des charges encourues)</i>						
Résultat opérationnel			250		100	
Coût endettement financier net			2		-	

Les provisions à court terme correspondent pour l'essentiel à des risques sociaux, dont la date de sortie des ressources attendue est inférieure à 12 mois.

Les reprises de provisions non utilisées correspondent à des reprises relatives à des risques dotés au cours d'exercices antérieurs, et dont l'analyse et l'évaluation avaient été effectuées avec un surcroît de prudence.

Note 13 - Fournisseurs et autres créditeurs

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8.809	6.771	6.520
S/Total dettes fournisseurs	8.809	6.771	6.520
Participation et intéressement des salariés	697	583	618
Dettes fiscales et sociales	24.333	18.149	16.469
Autres dettes	1.199	1.049	729
Produits constatés d'avance	2.779	2.070	2.595
S/Total autres dettes et comptes de régularisation	29.008	21.851	20.411
Total	37.817	28.622	26.931

Les produits constatés d'avance correspondent aux contrats annuels facturés d'avance, aux « chéquiers » de prestations vendus à la clientèle et restant à consommer, et à l'écart entre le chiffre d'affaires facturé et le chiffre d'affaires reconnu à l'avancement dans le cadre de projets au forfait.

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance inférieure à un an.

Note 14 – Autres passifs financiers

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Découverts bancaires	332	635	27
Intérêts courus	-	-	-
Emprunts locations financières	-	14	-
Dettes factor	293	-	-
S/Total découverts bancaires & emprunts locations financières	625	649	27
Dépôts reçus	3	3	2
S/Total dépôts reçus	3	3	2
Total	628	652	29

Tous les autres passifs financiers ont une échéance inférieure à un an, y compris les dettes financières dans le cadre de contrats de location longue durée, à l'exception des dépôts reçus, dont l'échéance est supérieure à 5 ans.

INFORMATION SECTORIELLE

Information sectorielle primaire

En application de la norme IAS14 « Information sectorielle », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité. NEURONES réalisant la quasi-totalité de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Note sur la présentation des informations par secteur d'activité

Le groupe a modifié à la marge la présentation de l'information par secteur d'activité en regroupant les secteurs « Infrastructure – Intégration » et « Infrastructure – Infogérance » en « Infrastructures ».

Note 15 - Analyse du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires par activité s'établit ainsi :

Ancienne ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	%	2005	%	2004	%
Société mère	283	-	84	-	11	-
Infrastructures - Intégration	25.797	20%	22.302	21%	17.355	18%
Infrastructures -Infogérance	78.153	60%	65.655	60%	60.414	62%
Applications	25.734	20%	20.879	19%	19.318	20%
Total	129.967	100 %	108.920	100 %	97.098	100 %

Nouvelle ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	%	2005	%	2004	%
Société mère	283	-	84	-	11	-
Infrastructure	103.950	80%	87.957	81%	77.769	80%
Applications	25.734	20%	20.879	19%	19.318	20%
Total	129.967	100 %	108.920	100 %	97.098	100 %

Les taux de croissance par secteur d'activité (nouvelle ventilation) s'établissent ainsi :

<i>(En milliers d'euros)</i>	% croissance 2006 / 2005	% croissance organique 2006 / 2005
Infrastructures	+18,2%	+11,7%
Applications	+23,2%	+14,9%
Total	+19,3%	+12,5%

Note 16 - Analyse du résultat opérationnel

La ventilation du résultat opérationnel par activité s'établit ainsi :

Ancienne ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	%	2005	%	2004	%
Société mère	(328)	(4%)	(683)	(7%)	(288)	(3%)
Infrastructures - Intégration	1.411	16%	1.649	19%	825	10%
Infrastructures -Infogérance	5.985	67%	6.389	73%	6.188	77%
Applications	1.907	21%	1.344	15%	1.316	16%
Total	8.975	100 %	8.699	100 %	8.041	100 %

Nouvelle ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	%	2005	%	2004	%
Société mère	(328)	(4%)	(683)	(7%)	(288)	(3%)
Infrastructures	7.396	83%	8.038	92%	7.013	87%
Applications	1.907	21%	1.344	15%	1.316	16%
Total	8.975	100 %	8.699	100 %	8.041	100 %

Les taux de résultat opérationnel, par activité (nouvelle ventilation), rapportés au chiffre d'affaires s'établissent ainsi :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Infrastructures	7,1%	9,1%	9,0%
Applications	7,4%	6,4%	6,8%
Total	6,9%	8,0%	8,3%

Note 17 – Bilan simplifié par secteur d'activité (nouvelle ventilation)*Données au 31/12/2005*

<i>BILAN ACTIF</i> <i>(en milliers d'euros)</i>	Société mère	Infrastructures	Applications	Total
Ecarts d'acquisition	-	9.449	4.123	13.572
Immobilisations incorporelles	-	341	133	474
Immobilisations corporelles	11	1.150	388	1.550
Actifs financiers	34	438	151	623
Actifs d'impôt différé	41	349	80	470
Total de l'actif non courant	86	11.727	4.875	16.688
Stocks		193	-	193
Actifs d'impôt exigibles	14	96	10	120
Clients et autres débiteurs	4.278	23.774	5.306	33.358
Eliminations inter-secteurs	22.412	(15.666)	(6.746)	-
Trésorerie et équiv. de trésorerie	13.393	30.514	6.581	50.488
Total de l'actif courant	40.097	38.911	5.151	84.159
Total de l'actif	40.183	50.638	10.026	100.847
<i>BILAN PASSIF</i> <i>(en milliers d'euros)</i>	Société mère	Infrastructures	Applications	Total
Capital	9.266	-	-	9.266
Primes	29.396	-	-	29.396
Réserves	308	21.264	2.462	24.034
Résultat de la période	(254)	5.357	824	5.927
Capitaux Propres (Part du Groupe)	38.716	26.621	3.286	68.623
Intérêts minoritaires	-	1.057	972	2.029
Passifs non courants				
Provisions à long terme	10	40	13	63
Passifs courants				
Provisions à court terme		203	115	318
Dettes d'impôt exigibles	-	499	40	539
Fournisseurs et autres créditeurs	1.457	21.654	5.512	28.623
Autres passifs financiers	-	564	88	652
Total du passif	40.183	50.638	10.026	100.847

<i>Données au 31/12/2006</i>				
BILAN ACTIF	Société mère	Infrastructures	Applications	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Ecarts d'acquisition	-	14.369	4.124	18.493
Immobilisations incorporelles	18	327	45	390
Immobilisations corporelles	8	1.866	258	2.132
Actifs financiers	29	561	166	756
Actifs d'impôt différé	20	1.777	83	1.880
Total de l'actif non courant	75	18.900	4.676	23.651
Stocks		120	-	120
Actifs d'impôt exigibles	708	247	23	978
Clients et autres débiteurs	6.061	31.446	7.587	45.094
Eliminations inter-secteurs	22.098	(15.502)	(6.596)	-
Trésorerie et équiv. de trésorerie	8.911	31.781	7.723	48.415
Total de l'actif courant	37.778	48.092	8.737	94.607
Total de l'actif	37.853	66.992	13.413	118.258
BILAN PASSIF	Société mère	Infrastructures	Applications	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Capital	9.299	-	-	9.299
Primes	29.672	-	-	29.672
Réserves	(660)	26.563	3.026	28.929
Résultat de la période	(1.907)	6.817	1.231	6.141
Capitaux Propres (Part du Groupe)	36.404	33.380	4.257	74.041
Intérêts minoritaires	-	1.414	1.058	2.472
Passifs non courants				
Provisions à long terme	13	66	15	94
Autres passifs non courants		2.281		2.281
Passifs courants				
Provisions à court terme	15	496	109	620
Dettes d'impôt exigibles	-	194	112	306
Fournisseurs et autres créditeurs	1.421	28.648	7.747	37.817
Autres passifs financiers	-	513	115	628
Total du passif	37.853	66.992	13.413	118.258

Note 18 – Tableau de trésorerie simplifié par secteur d'activité (nouvelle ventilation)*Données au 31/12/2005*

<i>(en milliers d'euros)</i>	Société mère	Infrastructures	Applications	Total
Résultat net	(254)	5.594	979	6.319
Eléments non monétaires <i>(amort. & prov., impôts différés, actualisation, plus values)</i>	97	815	218	1.130
Variation BFR	(128)	(1.389)	(351)	(1.868)
Trésorerie générée par l'activité	(285)	5.020	846	5.581
Investissements productifs	(5)	(728)	(129)	(862)
Cash Flow Libre	(290)	4.292	717	4.719
Investissements nets – croissance externe	(1.104)	(41)	111	(1.034)
Augmentation nette de capital	800	-	-	800
Versement dividendes	(1.144)	-	(86)	(1.230)
Remb. Emprunt (Loc. fin.)	-	-	(11)	(11)
		-	-	-
Variation de trésorerie & équiv. trésorerie	(1.738)	4.251	731	3.244
Trésorerie & équiv. Trésorerie à l'ouverture	15.131	25.701	5.776	46.608
Trésorerie & équiv. Trésorerie à la clôture	13.393	29.952	6.507	49.852

Données au 31/12/2006

<i>(en milliers d'euros)</i>	Société mère	Infrastructures	Applications	Total
Résultat net	(1.907)	7.083	1.420	6.596
Eléments non monétaires <i>(amort. & prov., impôts différés, actualisation, plus values)</i>	342	2.338	281	2.961
Variation BFR	(1.816)	(3.154)	(379)	(5.349)
Trésorerie générée par l'activité	(3.381)	6.267	1.322	4.208
Investissements productifs	(25)	(2.052)	(103)	(2.180)
Cash Flow Libre	(3.406)	4.215	1.219	2.028
Investissements nets – croissance externe	5	(2.896)	-	(2.891)
Augmentation nette de capital	309	-	-	309
Versement dividendes	(1.390)	-	(104)	(1.494)
Remb. Emprunt (Loc. fin.)	-	-	(14)	(14)
		-	-	-
Variation de trésorerie & équiv. trésorerie	(4.482)	1.319	1.101	(2.062)
Trésorerie & équiv. Trésorerie à l'ouverture	13.393	29.952	6.507	49.852
Trésorerie & équiv. Trésorerie à la clôture	8.911	31.271	7.608	47.790

NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 19 – Charges de personnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Salaires et charges	54.604	44.988	40.848
Charges sociales	25.267	21.026	18.607
Participation des salariés	697	583	618
Stocks Options & Actions Gratuites (IFRS 2)	358	95	60
Total	80.926	66.692	60.133

Note 20 – Charges externes

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Achats de sous traitance	19.484	14.680	11.012
Achats non stockés de matières et fournitures	396	348	323
Personnel extérieur	1.498	1.357	735
Autres services extérieurs	7.566	5.990	6.830
Loyers, Locations financières	14	14	-
Total	28.958	22.389	18.900

Note 21 – Dotations aux amortissements, aux provisions, dépréciation d'actif

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Amortissement immobilisations incorporelles	198	131	128
Amortissement immobilisations corporelles	976	853	848
Amortissement locations financières	14	11	-
Dotations aux amortissements	1.188	995	976
Provisions à long terme	26	(21)	21
Provisions pour risques	149	16	161
Provisions nettes sur actifs circulants	(114)	57	(9)
Dotations nettes aux provisions	61	52	173
Dépréciation « contrats et relations contractuelles clients »	264	68	-
Dépréciation d'actifs	264	68	-

Note 22 – Autres produits et autres charges

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Subventions d'exploitation	338	156	151
Autres produits	557	324	204
Autres produits	895	480	355
Autres charges	138	173	598
Autres charges	138	173	598
Net Autres produits / Autres charges	757	307	(243)

Note 23 – Autres produits et charges opérationnels

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Plus value sur cession de titres consolidés	50	-	74
Plus value sur cession d'immobilisations corporelles	-	-	5
Total	50	-	79

Note 24 – Analyse du coût de l'endettement financier net

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Dividendes reçus (participations non consolidées)	8	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	805	582	417
Plus values sur SICAV monétaires	698	517	523
Reprise de provision	-	-	6
Total produits financiers	1.511	1.099	946
Intérêts et charges assimilées	351	164	151
Frais financiers locations financières	-	1	-
Dotation aux provisions	2	-	-
Total charges financières	353	165	151
Résultat Financier	1.158	934	795

Les intérêts financiers correspondent aux charges directement prélevées par la banque dans le cadre des systèmes de centralisation de trésorerie mis en place entre NEURONES et ses filiales.

Note 25 - Impôts sur les résultats

<i>(En milliers d'euros)</i>	2006	2005	2004
Impôts exigibles	2.449	3.352	3.351
Impôts différés	1.089	(38)	(243)
Total	3.538	3.314	3.108

Note 26 - Preuve d'impôt

(En milliers d'euros)	2006			2005		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôts, plus value de cession de titres consolidés	10.083	33,33%	3.361	9.633	33,83%	3.259
Charges calculées non déductibles - Stocks Options (IFRS 2)	358	33,33%	119	95	33,83%	32
Impact des charges définitivement non déductibles	39	33,33%	13	20	33,83%	7
Ecart taux impôt différé actif / taux impôt courant – Sur différences temporelles (33,33% / 33,83%)	PM	-		695	0,5%	3
Contribution Sociale sur les bénéfices (3,33% sur le montant excédant 763 KE d'IS)			4			18
Génération / (Emploi) de déficits fiscaux non activés (**)	(91)	33,33%	(30)	(25)	33,83%	(8)
Retraitements non fiscalisés	186	33,33%	62			
Perte IFA						3
Plus value consolidée sur titres cédés (*)	50		9			
Charge d'impôt effective			3.538			3.314
<i>Taux moyen d'imposition</i>			<i>34,9%</i>			<i>34,4%</i>

(*) Impôt au taux des plus value long terme, calculé sur la plus value fiscale dégagée lors de la cession des titres.

(**) Au cours de l'exercice 2006, un déficit fiscal d'un montant de 91 milliers d'euros, non comptabilisé à l'origine, sur une société entrée dans le périmètre de consolidation au cours de l'année 2005, a été imputé sur le résultat, générant ainsi une économie d'impôt de 30 milliers d'euros.

Note 27 – Informations relatives aux parties liées*Personnes morales*

NEURONES ne possède pas de société sœur.

Il n'existe pas de transactions économiques avec la société HOST, actionnaire à hauteur de 46% de NEURONES, à l'exception des versements de dividendes, le cas échéant.

Dirigeants

Les éléments concernant la rémunération des dirigeants au cours de l'année 2006 s'établissent ainsi :

Dirigeant	Rémunération brute annuelle (y compris primes), dont avantages en nature	Provision indemnité départ en retraite (y compris charges sociales)	Nombre d'Actions gratuites attribuées (Plan n° A)
Mr de Chamard	155.510 6.960	10.244	-
Mr Ducurtil	136.800	2.084	25.000

Les éléments de rémunération des dirigeants de NEURONES se limitent aux informations fournies ci-dessus.

INFORMATIONS DIVERSES

Cautions données

Caution donnée par NEURONES SA pour 1.944 milliers d'euros au profit du Trésor Public, dans le cadre de la mise en place d'un moratoire sur la TVA pour les sociétés du groupe VICTORIA.

Engagements hors bilan

Hormis l'engagement existant au titre de l'acquisition de la société HPS Technologies, et détaillé en note 2, il n'existe aucun autre engagement hors bilan.

Degré d'exposition aux risques de taux, de change

Les opérations conclues en devises sont pour l'instant très rares et NEURONES ne détient pas de filiales à l'étranger. En conséquence, le risque de change n'est pas significatif.

Le groupe n'est pas endetté et les excédents de trésorerie sont placés sur des supports monétaires auprès d'établissements bancaires notoirement solvables. En conséquence, le risque de taux est actuellement non significatif.

Régime fiscal des groupes de sociétés

Depuis le 1^{er} janvier 2000, le groupe NEURONES a opté en faveur du régime d'intégration fiscale pour les années 2000 à 2004. Le groupe intégré comprend NEURONES, Neurons IT, SKILLS Consulting, Edugroupe, Inexware Services et Axones.

L'option d'intégration fiscale a été renouvelée pour les années 2005 à 2009 sur le même périmètre.

Effectifs moyens

	2006	2005	2004
Cadres	812	734	661
Employés	855	623	572
Total	1.664	1.357	1.233

Evènements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2006

Aucun évènement significatif n'a eu lieu entre le 31 décembre 2006 et la date de rédaction du présent document.

Distribution de dividendes

Il est prévu de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, approuvant les comptes clos au 31 décembre 2006, de verser un dividende de 0,06 euros par action.